

ASSOCIATION MISSION LOCALE

25, rue Gabriel Cordier

89400 MIGENNES

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
& RAPPORT SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

**Audit & Conseil SENS
ACSSENS**

Richard DELATTRE

Expert-comptable- Commissaire aux comptes

Espace Cristal – 6 Rue de la Gaillarde
89100 SAINT-CLEMENT

Tél. 09 82 24 58 35 Portable 06 38 73 32 93

Mail : richard.delattre@acsens-groupe.fr

Inscrite au Tableau de l'Ordre de Bourgogne-Franche Comté

ASSOCIATION MISSION LOCALE DU MIGENNOIS ET DU JOVINIEN

Table des matières

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	2
Opinion sur les comptes annuels.....	2
Fondement de l'opinion	2
Justification des appréciations	3
Vérifications et informations spécifiques	3
Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels	4
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	4
Comptes Annuels 2024	6
Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées.....	19

ASSOCIATION MISSION LOCALE DU MIGENNOIS ET DU JOVINIEN

25, RUE GABRIEL CORDIER

89400 MIGENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'association,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Mission Locale du Migennois et du Jovinien** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 30 avril 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Sens, le 15/05/25
Le Commissaire aux Comptes
Richard DELATTRE

COMPTES ANNUELS 2024

BILAN - ACTIF

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilsations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporales d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres				
Immobilsations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilsations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outill. Ind.				
Autres	102 453	72 336	30 118	24 560
Immobilsations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilsations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres Immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	102 453	72 336	30 118	24 560
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	104 393		104 393	49 619
Valeurs mobilières de placement	4 805		4 805	4 805
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	709 280		709 280	767 053
Charges constatées d'avance	1 055		1 055	2 261
TOTAL (II)	819 534		819 534	823 739
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	921 987	72 336	849 651	848 299

BILAN - PASSIF

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
PASSIF			
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		85 659	85 659
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau		521 083	469 977
Excédent ou déficit de l'exercice		6 062	51 106
	<i>Situation nette (sous total)</i>	612 804	606 742
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		1 774	5 375
Provisions réglementées			
	TOTAL (I)	614 579	612 117
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		56 420	58 202
	TOTAL (II)	56 420	58 202
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		40 304	38 129
	TOTAL (III)	40 304	38 129
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 512	30 178
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		79 903	90 693
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		21 519	18 980
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		6 414	
	TOTAL (IV)	138 348	139 850
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	849 651	848 299

COMPTE DE RÉSULTAT

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service				
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	663 407	686 534	-23 127	-3,37
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amort., dépr., prov. et transf. charges	360	10 445	-10 085	-96,55
Utilisations des fonds dédiés	58 202	63 574	-5 372	-8,45
Autres produits	10 591	1 011	9 580	948,04
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	732 560	761 564	-29 004	-3,81
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises et autres achats	-179		-179	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	158 449	164 311	-5 862	-3,57
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	22 400	20 175	2 225	11,03
Salaires et traitements	367 332	356 274	11 058	3,10
Charges sociales	119 349	116 400	2 949	2,53
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 612	10 045	566	5,64
Dotations aux provisions	2 175		2 175	
Reports en fonds dédiés	56 420	58 202	-1 782	-3,06
Autres charges	688	752	-64	-8,51
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	737 246	726 161	11 085	1,53
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 686	35 403	-40 089	-113,24
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	8 673	6 398	2 275	35,57
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	8 673	6 398	2 275	35,57
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	8 673	6 398	2 275	35,57
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	3 987	41 801	-37 814	-90,46



Voir le rapport de l'expert-comptable

12/31

COMPTE DE RÉSULTAT

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		6 065	-6 065	-100,00
Sur opérations en capital	3 600	3 600		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	3 600	9 665	-6 065	-62,75
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	1 525	360	1 165	323,61
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 525	360	1 165	323,61
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 075	9 305	-7 230	-77,70
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	744 833	777 626	-32 793	-4,22
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	738 771	726 521	12 250	1,69
EXCÉDENT OU DÉFICIT	6 062	51 106	-45 044	-88,14
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	34 108	36 154	-2 046	-6
Bénévolat	600	600		
TOTAL	34 708	36 754	-2 046	-6
CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	34 108	36 154	-2 046	-6
Prestations en nature				
Personnel bénévole	600	600		
TOTAL	34 708	36 754	-2 046	-6
TOTAL	6 062	51 106	-45 044	-88

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 849 651,17 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 6 062,33 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/04/2025 par les dirigeants.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie qui a commencé le 24 Février 2022 a eu des incidences sur l'économie mondiale. Les conséquences pour les entreprises françaises sont surtout d'ordre macroéconomique, le contexte inflationniste induisant une hausse significative du prix des matières premières, des marchandises et de l'énergie conjointement à une hausse des taux d'intérêt.

Toutefois, la société constate que ce conflit n'a pas d'impact significatif sur les comptes annuels.

Conformément aux dispositions du PCG, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat de notre société, sont comptabilisés et évalués en tenant compte de cet événement et de ses conséquences.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en France.

Les dispositions des règlements ANC N° 2018-06 et 2019-04 modifiés par les règlements ultérieurs et les principes généraux ont été appliqués.

Modes et méthodes d'évaluation

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les frais accessoires à l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles (droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des Immobilisations ; ils sont comptabilisés en charges.

Les Immobilisations sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition net des escomptes de règlement obtenus.

Les coûts d'emprunt liés à l'acquisition des actifs éligibles ne sont pas incorporés dans le coût des immobilisations.

Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

Les biens dont l'utilisation par l'entité est déterminable (utilisation limitée dans le temps) sont amortis selon le mode linéaire.

L'entité peut choisir de pratiquer un mode d'amortissement dégressif fiscal pour les immobilisations éligibles à ce mode d'amortissement ; dans ce cas, elle pratique un amortissement dérogatoire.

Les biens non décomposables sont amortis sur la durée d'usage (mesure simplificatrice des PME).

Si des immobilisations ont été décomposées, elles sont amorties sur la durée d'utilisation dans l'entité. Comme les amortissements déductibles fiscalement sont calculés sur la durée d'usage pour la structure, l'entité choisit de comptabiliser des amortissements dérogatoires pour maximiser son avantage fiscal.

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

Valeurs mobilières de placements :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (méthode FIFO). Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice :

Compte tenu d'une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'estimer les impacts financiers du conflit entre l'Ukraine et la Russie sur l'activité de notre société, postérieurement à la clôture des comptes.

À la date d'arrêt des comptes annuels, les dirigeants n'ont toutefois pas connaissance de faits significatifs pouvant remettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des Immob. début d'exercice	Augmentations suite à réévaluation acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL		
	Terrains			
	Constructions			
CORP.		Sur sol propre		
		Sur sol d'autrui		
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.		
		Installations techniques, matériel & outillage industriels		
		Inst. générales, agencés & aménagés divers	18 506	3 919
	Autres immos corporelles	Matériel de transport	18 673	
		Matériel de bureau & mobilier informatique	50 791	10 565
		Emballages récupérables & divers		
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
		TOTAL	87 970	14 484
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres Immobilisés			
	Prêts et autres Immobilisations financières			
		TOTAL		
		TOTAL GENERAL	87 970	14 484

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions par virt poste par cessions	Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
INCORP.	Frais d'établissement & dével.	TOTAL			
	Autres postes d'Immob. Incorporelles	TOTAL			
	Terrains				
	Constructions				
CORP.		Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. gal. agen. amé. cons			
		Inst. techniques, matériel & outillage indust.			
		Inst. gal. agen. amé. divers		22 425	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport		18 673	
		Mat. bureau, Inform., mobilier		61 356	
		Emb. récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL		102 453	
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres Immobilisés				
	Prêts et autres Immob. financières				
		TOTAL			
		TOTAL GENERAL		102 453	

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outill. industriels				
Inst. générales agencem. amén.	13 547	826		14 374
Autres immob. corporelles	7 614	3 014		10 627
Mat. bureau et informatiq., mob.	42 248	5 087		47 335
Emballages récupérables divers				
TOTAL	63 410	8 926		72 336
TOTAL GENERAL	63 410	8 926		72 336

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Différentiel de durée	DOTATIONS Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	REPRISES Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouv. net des amorts fin de l'exercice
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immob. incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Voir le rapport de l'expert-comptable

18/31

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 153	1 153	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	20 778	20 778	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	75 193	75 193	
	Divers			
Kenvois	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	7 269	7 269	
	Charges constatées d'avance	1 055	1 055	
	TOTAUX	105 448	105 448	
(1) Montant		- Créances représentatives de titres prêtés		
(2) des		- Prêts accordés en cours d'exercice		
(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
(3) Créances reçues par legs ou donations				

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements	Transferts	Montant global
SUBVENTION CEJ 2023 - 2024	58 202		58 202		56 420	56 420
SUBVENTION CEJ 2024 - 2025						
TOTAL	58 202		58 202		56 420	56 420

Dont fonds dédiés correspondant
à des projets sans dépense au
cours des deux derniers exercices

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	600		600	
Prestations en nature				
Dons en nature				
Contributions volontaires non liées à la générosité du public	34 108		36 154	
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	34 708		36 754	
Charges par destination				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
Contributions volontaires à la recherche de fonds	34 108		36 154	
Contributions volontaires au fonctionnement				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	600		600	
TOTAL	34 708		36 754	

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	30 512	30 512		
Personnel & comptes rattachés	38 515	38 515		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	38 206	38 206		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	3 183	3 183		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de tlr.)	21 519	21 519		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 414	6 414		
TOTAUX	138 348	138 348		

renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

ANNEXE

10303 - Association MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

En Euro

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 40 304,09 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 3,40 %

Table de mortalité 2006 - 2008

Départ volontaire à 64 ans

L'âge de départ à la retraite a été adapté à chaque salarié tenant compte de sa date de naissance.

Association MISSION LOCALE DU MIGENNOIS ET DU JOVINIEN

25, RUE GABRIEL CORDIER

89400 MIGENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L.612.5 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions conclues au cours de l'exercice.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Administrateur concerné :

➤ **Monsieur François Boucher, Président de la Mission Locale de Migennes**

- M. François Boucher a perçu 301.35 euros de la Mission Locale de Migennes au titre de remboursement de notes de frais engagées dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.



Sens, le 15/05/2025
Le Commissaire aux Comptes
Richard DELATTRE